



Hôtel de Ville
BP 116 - 40 150 Soorts-Hossegor
Tél. 05 58 41 79 10
Fax 05 58 41 79 19
accueil-mairie@hossegor.fr

Réhabilitation et mise en valeur du Sporting-Casino de SOORTS-HOSSEGOR

Appel à Manifestation d'Intérêts (AMI)

REMISE DES OFFRES pour le MERCREDI 06 AOUT 2025 à 12h00

1. CONTEXTE GENERAL

La Commune de Soorts-Hossegor a finalisé en 2023 les études de réhabilitation du Sporting-Casino, bâtiment emblématique de la station de tourisme d'Hossegor créé un siècle plus tôt.

Il s'agit d'un bâtiment inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques en 1991, conçu par les architectes Henri GODBARGE et les frères Benjamin et Louis GOMEZ à la fin des années 1920 dans le cadre de l'apogée de la période des « arts décoratifs ».

Ce bâtiment qui va prochainement fêter son centenaire (travaux débutés en 1927) doit être réhabilité conformément aux directives de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Il s'agit d'un édifice d'environ 5 500 m² de surface de plancher qui comprend actuellement :

- Un établissement de jeux (Casino) géré dans le cadre d'une Délégation de Service Public qui court jusqu'au 1^{er} mars 2028 (exclu du champ de l'AMI) ;
- Un restaurant ;
- Une piscine comprenant un bassin de 23 mètres de longueur ;
- Des salons permettant d'organiser tous types de réceptions ;
- Un espace pour la réalisation d'un auditorium d'environ 200 places créé en lieu et place de l'ancien cinéma ;
- Une salle (ancienne salle de danse) au dernier étage qui n'est aujourd'hui pas accessible aux Personnes à Mobilité Réduite ;
- Une salle utilisée pour les sports de combats ;
- Un ancien logement de fonction dit « pavillon carré » à l'entrée du site.

Le Casino et la salle de sports de combats sont les seules entités en activité à ce jour, les autres ayant été fermées le 1^{er} février 2024 pour des raisons de sécurité. Les bâtiments accueillant le Casino sont exclus de la présente consultation.

Il convient de préciser que le bâtiment du Sporting-Casino est imbriqué avec le Jaï-Alaï, premier édifice sportif du genre en France, créé en 1958 à l'occasion des championnats du monde de pelote basque pour la pratique de la Cesta Punta. Cet édifice couvert de 2200 m² de surface de plancher environ est actuellement sous gestion municipale (régie), à l'instar de l'autre équipement dédié à la pelote basque à savoir le fronton place libre de 80 mètres de longueur qui complète le site dit du Sporting-Casino comprenant aussi une esplanade et un parc arboré (cf. localisation sur le plan ci-dessous).

Entités du site du Sporting-Casino



Vue en perspective du site du Sporting-Casino





2. OBJET DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS

Le complexe du Sporting-Casino témoigne de l'élégance balnéaire de l'époque Art déco. La Commune souhaite qu'il redevienne un lieu de référence en matière de vie sportive, culturelle et festive à Soorts-Hossegor. La Commune souhaite en faire un moteur de développement urbain et touristique durable.

La procédure d'Appel à manifestation d'intérêts est préalable à la mise à disposition de tout ou partie de la parcelle sous une forme juridique restant à définir pour un projet à vocation économique et culturelle et si possible sportive.

La consultation ne concerne :

- Ni un marché public ;
- Ni une concession d'aménagement ;
- Ni une concession de travaux ;
- Ni une concession de service ;
- Ni une concession de service public ;
- Ni une délégation de service public.

Il s'agit d'une procédure de mise en concurrence librement organisée par la Commune de Soorts-Hossegor, préalable à la mise à disposition du bien sous conditions (activités autorisées et activités interdites) de tout ou partie d'un terrain et des bâtiments (hors Casino) qui y sont implantés, selon la répartition des surfaces suivantes :

- Adresse : 1306, avenue de Gaujacq et 119 et 201 avenue Maurice Martin, 40150 Soorts-Hossegor
- Parcelles Cadastreales :
 - Section AA n°0056 d'une contenance de 14 604 m²
 - Section AA n°0057 d'une contenance de 9 m² (local vide d'un ancien poste de transformation électrique, demande d'acquisition en cours par la Commune à ENEDIS).
- Surface de plancher des bâtiments existants :
 - Sporting-Casino : 5 470,60 m²
 - Jaï-Alaï : 2 268,50 m²
- Propriété : Communale
- Protection Patrimoniale : cf. annexes
 - Servitude d'Aire de Mise en Valeur du Patrimoine valant Site Patrimonial Remarquable
 - Inscription à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques
- Zonage PLU : U et servitude d'utilité publique de Plan de Prévention des Risques Littoraux (cf. annexes)
- Accessibilité : Centre-ville, piétons, vélos, canal à proximité, parc de stationnement extérieur
- Permis de Construire : PC04030423D0001 délivré le 10/05/2023 (prescriptions DRAC, accessibilité, sécurité incendie) purgé des recours et retraits.
- Diverses études techniques (en annexes).



A la suite de la réception des candidatures, la Commune sélectionnera un ou plusieurs opérateurs capables de réhabiliter puis d'assurer l'entretien-maintenance et d'exploiter ce site emblématique en :

- Respectant les réglementations de ce site faisant partie du Site Patrimonial Remarquable de la Commune ;
- Développant une valorisation économique, culturelle et sociale pérenne en cohérence avec l'établissement de jeux du Casino, exploité sous Délégation de Service Public (hors champ du présent AMI) ;
- Animant le lieu toute l'année ;
- Mettant à disposition certaines parties du site pour quelques besoins de la commune ;
- Assurant une intégration urbaine et environnementale exemplaire du site : les candidats devront proposer la composition d'une équipe de maîtrise d'œuvre spécialisée dans la réhabilitation de ce type de bâtiments.

3. ENJEUX ET AMBITIONS

La consultation telle qu'exposée dans le présent document doit permettre de retenir un candidat qui respectera les enjeux et les ambitions suivantes :

- Enjeu patrimonial et identitaire : restaurer les bâtiments historiques, valoriser l'identité Art déco et l'histoire locale ;
- Lieu vivant : concevoir un espace polyvalent accueillant des activités culturelles, sportives et sociales diversifiées et attractives, adopter une démarche de concertation continue avec les riverains et acteurs locaux ;
- Rayonnement économique et touristique : générer des retombées économiques locales et renforcer l'attractivité régionale ;
- Exemplarité environnementale : intégrer les principes de développement durable, l'éco responsabilité et garantir une accessibilité universelle.

Par ailleurs, les activités suivantes sont dès à présent autorisées :

- Mise à disposition des salons du Sporting à la Commune et au Centre Communal d'Action Sociale ;
- Mise à disposition ponctuelle des salons du Sporting aux écoles et aux associations ;
- Location des salons du Sporting pour les mariages ;
- Accueil du Salon du Livre ;
- Accueil d'expositions par la Commune.

En revanche, il est précisé que seront interdites les activités suivantes :

- Discothèque et toute activité bruyante notamment en période nocturne (en dehors des mises à disposition ou locations des salons du Sporting) ;
- Lieu de culte ;
- Centre de stockage, entrepôt et logistique ;
- Bowling ;
- Activités à caractère sexuel ou érotique ;
- Restauration rapide ;



- Toute activité industrielle ;
- L'hôtellerie dans les bâtiments existants.

La Commune de Soorts-Hossegor souhaite aboutir à la mise en œuvre d'un projet permettant de préserver ce patrimoine par l'introduction d'usages adaptés au site et à ses caractéristiques.

A ce titre, le projet proposé devra répondre aux exigences et prescriptions qui seront formulées par la Direction Régionale des Affaires Culturelles et l'Architecte des Bâtiments de France.

3Bis. COMITE DE PROJET

La Commission des Finances qui a suivi en 2024 la procédure de maîtrise d'ouvrage directe sera mobilisée sur cette procédure d'AMI. Elle analysera, avec l'aide des services municipaux et des conseils juridiques et financiers, la complétude des candidatures et offres remises par chacun des candidats, selon les documents demandés à l'article 5.3., puis étudiera les dossiers de candidatures et d'offres reçus selon les critères d'analyse des candidatures et des offres définis à l'article 7.

Pour rappel, elle est actuellement composée de :

- Christophe VIGNAUD ;
- Edouard DUPOUY ;
- Patrice BIANCONE ;
- André JAKUBIEC ;
- Myriam LANGLOIS ;
- Jean-Marc LEROY ;
- Henri ARBEILLE ;
- Lionel BARBERIS.

L'avancement des phases d'analyse des candidatures puis des offres par la Commission des Finances sera présenté en Commission Générale ; la Commission Générale fera office de Commission Ad hoc (le « Comité de Projet »).

En particulier :

- Le Comité de Projet se réserve la possibilité d'exclure, en l'absence de régularisation après demande expresse, les candidats dont les dossiers de candidatures et d'offres sont incomplets ;
- Le Comité de Projet exclura les candidats dont les dossiers de candidatures et d'offres ne répondant pas aux critères établis à l'article 7 ;
- Dans le cas où aucun projet ne correspondrait aux critères de sélection, le Comité de Projet se réserve le droit de ne sélectionner aucun et de relancer, le cas échéant, un nouvel appel à manifestation d'intérêt.



Le Comité de Projet engagera librement toute discussion utile avec les candidats sélectionnés et pourra demander des précisions complémentaires sur les offres déposées.

Certains candidats pourront être invités à présenter leur projet lors d'une audition (cf. article 6 de l'AMI).

4. MONTAGE ENVISAGE DU PROJET

Le porteur de projet prendra à sa charge la maîtrise d'ouvrage et l'ensemble des opérations et démarches nécessaires à la réalisation du projet, en ce compris la réhabilitation, le financement, l'exploitation, la maintenance et l'entretien du site dans le cadre d'une convention de mise à disposition du bien sous une forme juridique à définir, à l'exclusion des schémas de commande publique.

Le projet devra être financé à 100 % par l'attributaire, l'absence ou par exception le niveau de subventions sera un critère de jugement des propositions.

Les modalités juridiques de cette mise à disposition pour le projet seront discutées à l'issue de la sélection du porteur de projet. Dans les limites fixées par le présent AMI, les candidats sont libres de présenter le montage juridique qui leur semble le plus approprié ; il s'agira d'un point important du choix de la Commune.

Missions de base du porteur de projet :

- Maîtrise d'ouvrage et financement du projet ;
- Maîtrise d'œuvre et suivi de la réalisation du projet ;
- Concertation avant et pendant les travaux ;
- Réalisation de l'intégralité des travaux de réhabilitation des immeubles, d'aménagement du site y compris les travaux de desserte et d'accès nécessaires au bon fonctionnement du futur projet ;
- Exploitation, maintenance et entretien du site sur la durée de mise à disposition, jusqu'à la restitution en bon état de l'ensemble du site à l'issue de la période de mise à disposition ;
- Communication pour la promotion et la valorisation du site.

Démarrage prévisionnel des travaux : 1^{er} trimestre 2026

5. DOSSIER REMIS PAR LES CANDIDATS

5.1. Procédure de consultation

La présente consultation est passée selon une procédure ouverte, librement définie par la collectivité et dont les modalités sont énoncées dans la suite du présent AMI. Elle vise à mettre à disposition de l'attributaire tout ou partie du terrain d'assiette et des édifices existants (à l'exclusion de l'établissement de jeux du Casino), selon un montage juridique de longue durée et, le cas échéant, assorti d'un transfert de droits réels.



5.2. Composition des équipes

La consultation s'adresse à des candidats ou groupements comportant a minima [au sein du groupement ou par le biais du recours à des prestataires extérieurs (sous réserve de produire l'ensemble des documents de capacité professionnelles et financières listés à l'article 5.3.), un investisseur, un constructeur et un exploitant] ; elle vise la désignation d'un lauréat en capacité de s'engager sur la réalisation et la mise en exploitation ultérieure de l'opération.

5.3. Eléments à fournir par les candidats

5.3.1. Dossier de candidature à fournir par les candidats

En cas de groupement momentané d'entreprises ou lorsqu'un candidat individuel entend s'appuyer sur les capacités de prestataires sous-traitants pour réaliser le projet qu'il propose, les documents ci-dessous doivent être fournis pour chacun des membres du groupement et/ou chacun des sous-traitants au(x)quel(s) le candidat entend faire appel.

➤ Situation juridique :

Les candidats doivent produire à l'appui de leur réponse un dossier de présentation comprenant notamment :

- Présentation du candidat individuel ou des membres du groupement, de leurs éventuels partenaires et sous-traitants et de leur organisation ;
- Dénomination, capital social, siège social, coordonnées, appartenance ou non à un groupe ;
- Nom du (ou des) représentant(s) légal (aux) ou de la (ou des) personne(s) dûment(s) habilité(es) et pouvoirs permettant au(x) signataire(s) d'engager valablement le candidat, notamment pour la signature de l'acte de mise à disposition ;
- Statuts à jour certifiés conforme par le candidat ;
- Extrait, de moins d'un mois, de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers équivalents ;
- Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales pour les 3 derniers exercices clos.

➤ Capacité économique et financière :

Le candidat devra remettre une description détaillée de la structure porteuse ou de son actionnaire majoritaire si le projet était réalisé dans le cadre d'une société de projet dédiée :

- Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires relatif à des prestations de même surface financière à l'objet du présent appel à manifestation d'intérêt, réalisées au cours des trois dernières années ;
- Les comptes de résultat et bilans des trois derniers exercices ;
- Tout document complémentaire de nature à faire apparaître la capacité et la solidité financière du candidat (fonds propres). Les candidats qui ne seraient pas constitués depuis plus de trois ans pourront faire la preuve de leur capacité économique et financière par tout moyen.



➤ **Capacité technique et professionnelle :**

- Présentation de la structure juridique et financière du candidat ;
- Présentation de l'organisation : méthodologie de projet, ressources humaines et matérielles mobilisées (CV des responsables travaux, exploitation, maintenance et entretien) ainsi que des équipements techniques envisagés ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ;
- Présentation d'une liste des opérations immobilières comparables au projet objet du présent AMI réalisées par le candidat au cours des 5 dernières années en précisant leur nature et leur montant.

La fourniture de la totalité des pièces administratives est un corollaire indispensable à l'analyse du dossier, leur absence pourra entraîner l'éviction du candidat.

5.3.2. Dossier d'offre à fournir par les candidats

➤ **Lettre d'intention détaillée :**

- Note détaillée précisant les activités proposées pour chaque espace du site, complétée par des images de références ou d'aménagement ;
- Note méthodologique (gestion des risques, gouvernance projet, suivi et reporting) ;
- Engagements précis sur la durabilité, l'innovation environnementale et l'accessibilité ;
- Calendrier de travaux, d'exploitation, de maintenance et d'entretien prévisionnel détaillé.

➤ **Un mémoire juridique et économique décrivant :**

- Les modalités retenues pour la réalisation de l'opération (actionnariat, stabilité de l'actionnariat, cessibilité des droits, rôle des membres, types de financements envisagés et conditions prévisionnelles de financement ; lettres de soutien de banques, etc.) ;
- L'organisation juridique future de l'ensemble immobilier et les modalités d'exploitation (type de contrats, durée, droits réels, etc.) ;
- Les choix en matière de gouvernance et de ressources humaines (organigramme détaillé, politique de recrutement, stratégie RH) ;
- Les données du bilan d'opération (coût prévu des travaux, fonds propres, emprunts, plan de financement complet et justifié, prévisionnel d'exploitation détaillé en recettes et dépenses sur le nombre d'années proposé, plan de trésorerie, montants affectés à la maintenance et à l'entretien sur la durée d'exploitation, seuil de rentabilité permettant de justifier de la bascule entre la durée d'amortissement et la durée de rémunération raisonnable de l'investisseur...) ;
- Les éventuelles incidences financières avec la Commune sur la durée de mise à disposition (loyers, subventions, intéressement au résultat d'exploitation...), en précisant les montants s'ils sont connus ou les modalités de calcul le cas échéant ;
- L'engagement et les conditions de remise à la Commune du site en bon état à l'issue de la période de mise à disposition ;



- Les actions envisagées en matière de performance énergétique et écologique et, plus généralement, de développement durable.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6. PROCEDURE DE SELECTION DES CANDIDATS

Dans un premier temps, la Commune pré-sélectionnera un ou plusieurs candidats au vu des critères d'analyse suivants avec lesquels elle engagera la phase d'analyse des offres remises. Le cas échéant, elle procédera à un classement des candidatures.

Les critères retenus pour le jugement des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

- Capacité financière : 30 %

La capacité financière des candidats est appréciée au regard des pièces listées à l'article 5.3.1. du présent AMI - capacité économique et financière.

- Pertinence des références : 30 %

L'analyse de ce critère prend en considération les compétences et l'expérience du candidat dans le cadre d'opérations immobilières de nature similaire à l'objet de l'AMI, ainsi que la pertinence des références présentées, au regard des pièces listées à l'article 5.3.1 - capacité technique et professionnelle.

- Mobilisation des moyens humains : 20 %

L'analyse de ce critère prend en considération la qualité et la répartition des expertises présentées par le candidat (et/ou ses prestataires déclarés) au sein de sa méthodologie de travail et la présentation des effectifs mobilisables ainsi que la compétence des personnes responsables de prestations de même nature que celles de l'AMI, au regard des pièces listées à l'article 5.3.1 - capacité technique et professionnelle.

- Qualité des moyens matériels et ressources autres qu'humaines : 20 %

L'analyse de ce critère prend en considération la qualité des moyens matériels du candidat (et/ou de ses prestataires déclarés) et de ses ressources matérielles (et/ou de ses prestataires déclarés) appréciée notamment au regard de la présentation des équipements et matériels techniques dont le candidat dispose pour exécuter le projet qu'il propose, au regard des pièces listées à l'article 5.3.1 - capacité technique et professionnelle.



7. PROCEDURE DE JUGEMENT DES OFFRES

Après sélection des meilleures candidatures, la Commune analysera les offres remises par ces candidats sur la base des critères définis ci-après et engagera des discussions séparées avec chacun d'eux, écrites et/ou orales (cf. article 8).

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- **Capacité à démontrer la faisabilité économique du projet : 60 % au regard des éléments d'appréciation suivants :**
 - Solidité du montage économique et juridique présenté ;
 - Bilan des incidences financières potentielles du projet pour la Commune ;
 - Fiabilité et cohérence du plan d'affaires ;
 - Retombées économiques et d'emplois sur pour la Commune [et ses habitants] ;
 - Délai de réalisation des travaux ;
 - Durée du contrat sur la phase d'exploitation.

- **Respect des enjeux locaux, patrimoniaux et identitaires : 40 % au regard des éléments d'appréciation suivants :**
 - Concertation avec les riverains et les acteurs locaux ;
 - Adéquation des activités envisagées sur les divers espaces avec les différents enjeux ;
 - Qualité architecturale et paysagère des aménagements intérieurs et extérieurs ;
 - Ouverture à la clientèle et aux habitants de la Commune ;
 - Actions engagées pour le rayonnement économique et touristique du site ;
 - Actions et engagements de développement durable et de transition écologique notamment en termes de maintenance/ GER/remise en fin de contrat des installations en bon état de fonctionnement.

8. PHASE D'AUDITIONS DES CANDIDATS

La Commune pourra convoquer les candidats à participer à une audition dans les locaux de la Mairie de la Commune de Soorts-Hossegor, en présence d'un jury composé des membres de la Commission des Finances ou du Comité de Projet identifiés à l'article 3Bis, et durant laquelle chaque candidat pourra présenter son projet. Une vidéo de présentation d'une durée de 3 minutes maximum, facultative, sera appréciée.

Le candidat sera invité à présenter les aspects juridiques, économiques, financiers, techniques et opérationnels permettant d'attester de la faisabilité et de la pertinence de son projet.

A l'occasion de cette audition, la Commune de Soorts-Hossegor pourra engager librement toute discussion qu'elle estime utile avec le candidat auditionné.

Au cours des discussions avec les candidats, la Commune pourra à tout moment, et sur la base des critères de jugement des offres, éliminer les offres les moins pertinentes et poursuivre les discussions avec un ou plusieurs candidats.



9. VISITE

La visite du site est obligatoire pour pouvoir répondre à cette consultation. Les visites se feront sur rendez-vous. Il est demandé aux candidats de contacter Karine ETCHEVERRY, Service des Marchés Publics, par mail à l'adresse suivante : k.etcheverry@hossegor.fr ou par téléphone au 05 58 41 79 10.

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'information complémentaire se rapportant à l'Appel à Manifestation d'Intérêts ou aux modalités de présentation des offres est à formuler via la plateforme des marchés publics DEMAT-AMPA l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr>

11. REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres seront à déposer en même temps sur la plateforme pour le **MERCREDI 6 AOUT 2025 à 12h00**

Transmission des candidatures :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée exclusivement via la plateforme des marchés publics dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).



La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », en précisant le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée (Appel à Manifestation d'Intérêts - Sporting-Casino) ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Mairie de SOORTS-HOSSEGOR

18, avenue de Paris

40 150 SOORTS-HOSSEGOR

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par la Commune.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis la Commune.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent AMI.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêts.

Le candidat est invité à créer son espace sur la plateforme DEMAT-AMPA. Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec la Commune lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres...). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse électronique durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la



plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

12. CALENDRIER INDICATIF :

Publication de l'AMI : 16 juin 2025

Visite de site : du 20 juin au 31 juillet 2025

Date limite de dépôt des candidatures et des offres : 6 août 2025 à 12 heures

Phase d'analyse et d'auditions : septembre - octobre 2025

Dépôts des offres améliorées : novembre 2025

Désignation du lauréat : décembre 2025

Signature du Contrat : janvier 2026

Démarrage des travaux : 1^{er} trimestre 2026

ANNEXES

Annexe 1 – Extrait du plan cadastral

Annexe 2 – Extrait du Plan Local d'Urbanisme

Annexe 3 – Servitudes d'Utilité Publiques de l'AVAP valant SPR et du PPRL

Annexe 4 – Dossier de Permis de Construire délivré en 2023.

Annexe 5 – Diverses études techniques réalisées par la Commune